

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/07/benoit-trepied-anthropologue-en-nouvelle-caledonie-la-ou-la-presence-kanak-est-incontournable-des-liens-de-coexistence-emergent\\_6592286\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/07/benoit-trepied-anthropologue-en-nouvelle-caledonie-la-ou-la-presence-kanak-est-incontournable-des-liens-de-coexistence-emergent_6592286_3232.html)

## **Benoît Trépied, anthropologue : « En Nouvelle-Calédonie, là où la présence kanak est incontournable, des liens de coexistence émergent »**

Par [Nathalie Guibert](#) Publié le 07 avril 2025 à 09h00

Les faitsPrès d'un an après l'insurrection du 13 mai 2024, le spécialiste de la question coloniale dans le Pacifique a cherché à comprendre dans son nouveau livre où en est le territoire français. Dans un entretien au « Monde », il raconte les fractures, mais aussi la progression de l'idée d'un destin commun.

Anthropologue au CNRS, Benoît Trépied travaille sur la question coloniale dans le Pacifique. Dans *Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie* (Anacharsis, 288 pages, 20 euros), il mesure les avancées réalisées en direction d'une émancipation du territoire depuis les accords politiques de Matignon en 1988 et de Nouméa en 1998. Mais aussi, et surtout, le chemin restant à parcourir pour ceux qui veulent aller au bout.

[Le 13 mai 2024](#), la mobilisation indépendantiste a débouché sur des violences qui ont mis le territoire à genoux. L'événement, selon le chercheur, « *représente un soulèvement contre l'ordre établi de la séquence Matignon-Nouméa* », qui fut une période « *ambivalente* », car faite de progrès économique, social et politique autant que d'immobilisme postcolonial.

### **Comment définissez-vous ce qui s'est passé le 13 mai 2024 ?**

Il manque le recul historique pour le définir, nous sommes encore pris dans l'événement. Certains ont vu des exactions, des émeutes ; d'autres une révolte, une insurrection. Ce qui s'est passé ne fait pas consensus. Je pense que nous avons au moins assisté à un soulèvement politique et social.

L'aspect politique a trait à la mobilisation des indépendantistes contre [la réforme du corps électoral](#), sujet qui touche à ce que représente plus largement le vote comme outil principal de la décolonisation. C'est ainsi qu'il a été pensé dans l'accord de Nouméa de 1998 [*qui a restreint le corps électoral*] pour contrebalancer les effets de la colonisation de peuplement et de la marginalisation des Kanak.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Nouvelle-Calédonie : Manuel Valls toujours à la recherche d'un accord](#)

Lire plus tard

Ensuite, on trouve tous les indices d'un mouvement social qui exprime le malaise d'une jeunesse kanak et océanienne de la ville. Il s'est conjugué avec la question des rapports entre jeunes des quartiers populaires et forces de l'ordre. Pour la première fois, les Wallisiens

étaient sur les barrages avec les Kanak, alors que les générations précédentes se déchiraient *[jusqu'à présent plutôt loyaliste, la communauté issue de Wallis-et-Futuna, [22 500 personnes recensées en 2019](#), représente 8,3 % de la population]*.

Les deux jeunes gens partagent une situation de marginalisation sociale, enracinée dans l'agglomération de Nouméa et qui est ressentie comme un héritage colonial. Les discriminations au logement, à l'emploi, en boîte de nuit sont attestées par la recherche. Le sentiment que la décolonisation s'est arrêtée aux portes de Nouméa, espace très ségrégué, est prégnant.

### **Personne n'a-t-il vu que les dispositifs de rééquilibrage économique, mis en place depuis quarante ans, échouaient dans la ville ?**

Ces dispositifs ont reposé sur un partage du pouvoir territorial entre indépendantistes et loyalistes : là où les Kanak ont pu le plus travailler la décolonisation, c'est dans les provinces Nord et des îles Loyauté, sur lesquelles se sont concentrés les élus du Front de libération nationale kanak et socialiste, laissant le pouvoir politique aux mains des loyalistes en province Sud *[où se situe Nouméa]*.

Newsletter abonnés

[« La lettre des idées »](#)

[Votre rendez-vous avec la vie intellectuelle](#)

[S'inscrire](#)

Depuis les accords de Matignon de 1988, le pari du rééquilibrage a porté ses fruits avec l'émergence d'une classe moyenne kanak, liée de près ou de loin au pouvoir politique – petits fonctionnaires provinciaux, postes de collaborateurs politiques –, mais, parallèlement, les inégalités se sont creusées dans la ville, où vit désormais près de 50 % de la population kanak. Le nœud du problème s'est concentré sur Nouméa, ce qui est allé de pair avec un éclatement de la société kanak.

Lire aussi l'analyse | Article réservé à nos abonnés [Nouvelle-Calédonie : dans la communauté kanak, des questions sur une jeunesse « à la dérive »](#)

Lire plus tard

La promotion de l'identité kanak s'est articulée, ces dernières années, à un discours néocoutumier conservateur, ruraliste et patriarcal, qui appelle les Kanak « perdus » de Nouméa à rentrer dans leur tribu, ce qui ne correspond pas à leur réalité sociale – ils l'ont souvent quittée en raison de difficultés ou de violences familiales. Les jeunes urbains ont ainsi été délégitimés – ils ne seraient plus vraiment Kanak car ils ne parlent plus leur langue, ne sont pas sur leur terre, etc. On retrouve souvent ces procès en inauthenticité dans les contextes océaniques, où la lutte politique passe par une promotion de la culture, mais aboutit à une version figée de celle-ci.

Finalement, il y a donc eu une cécité à prendre en compte Nouméa comme un espace kanak, et ce, de la part des indépendantistes comme des loyalistes. La ville est devenue un point aveugle. Or, si la génération urbaine née pendant les accords de 1988 et 1998 a emprunté, en partie, une trajectoire de déviance sociale, elle a une forte conscience politique, même si elle n'est pas encartée. Et elle affiche une immense défiance vis-à-vis des responsables politiques.

## **Vous dites que l'émancipation économique reste un défi. Comment la question du type de développement territorial après le 13 mai 2024 se pose-t-elle ?**

Si l'économie calédonienne est reconstruite à l'identique dans son modèle productiviste et capitaliste, avec les mêmes déséquilibres sociaux, le sentiment que les patrons seront toujours les Blancs et les travailleurs du bas de l'échelle les Kanak, il y a toute chance que les violences reprennent. Les accords de 1988 et 1998 avaient scellé un compromis politique qui passait par un rééquilibrage en faveur des infrastructures, des collectivités kanak. Mais la contrepartie était de ne pas remettre en cause le fonctionnement global de l'économie. Les héritages de l'économie de comptoir calédonienne ont perduré. Les inégalités n'ont été corrigées qu'à la marge.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Nouvelle-Calédonie : les habitants de Koné, petite ville du nord rural, veulent construire ensemble leur « pays »](#)

Lire plus tard

De plus, la stratégie du nationalisme minier des indépendantistes, qui voulaient que les ressources produites restent dans le pays, n'a pas résisté aux soubresauts du marché mondial du nickel. Le 13 mai [2024] a masqué le traumatisme que représente [la fermeture de « l'usine du Nord »](#). Il n'a fait qu'accentuer les difficultés économiques préexistantes de la Nouvelle-Calédonie. On assiste, depuis, à un renouveau des réflexions sur le modèle de développement. Mais il faut que les gens mangent, l'urgence commande. Et il n'est pas sûr que le patrimoine calédonien soit demain administré à l'aune de l'intérêt général du « pays ».

## **Vous affirmez que la jeunesse calédonienne converge vers les valeurs kanak. Pourquoi ?**

Plusieurs éléments permettent de le penser. Les analyses de l'économiste Samuel Gorohouna et du politiste Sylvain Brouard montrent qu'au fil des derniers scrutins est apparu un vote indépendantiste chez les jeunes non kanak qui n'existait pas du tout chez leurs aînés. Le sentiment d'appartenir à un pays en émancipation, qui singularise les Néo-Calédoniens, monte en puissance. Ce sentiment est exacerbé chez ceux qui font leurs études ailleurs : il devient leur signe distinctif parmi les métropolitains.

Le drapeau de la Kanaky [*nom kanak de la Nouvelle-Calédonie*] est devenu, qu'on le veuille ou non, le signe distinctif du territoire. En 2024, la chanson *Makukuti Kanaky*, de Djo Bnca, diffusée sur tous les barrages, est devenue le tube de l'année partout en Nouvelle-Calédonie, chantée jusque dans les boîtes de nuit ou les soirées des quartiers sud de Nouméa. C'est le signe d'un attachement affectif à un pays libre, où chacun a sa place.

## **Malgré les fractures, le « destin commun » des Néo-Calédoniens a progressé, selon vous, dans leur quotidien. Avancent-ils vraiment ensemble ?**

Le constat est foncièrement ambivalent. Parfois les gens se rapprochent, parfois ils s'éloignent, en fonction des lieux, des classes sociales, de l'enracinement dans le pays... Le destin commun n'est pas visible dans les lieux ségrégués monochromes comme les quartiers riches et non océaniens de Nouméa, ou les régions kanak très pauvres de la côte est. En revanche, dans les quartiers populaires, dans les communes de brousse, là où la présence kanak est incontournable, des liens de coexistence et de concitoyenneté émergent, avec des représentations et des pratiques communes aux classes populaires – respect des vieux,

importance des références à la famille, échanges de biens et de nourriture, proximité avec la nature, exercice de la chasse et de la pêche.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [« Kanaky » dans « Le Monde », quarante ans de revendication identitaire en Nouvelle-Calédonie](#)

Lire plus tard

Dans ces lieux, où les affrontements ont été les plus violents dans les années 1980, les gens ont appris à travailler ensemble. Une des grandes réussites de l'accord de Nouméa et de l'avènement des provinces est que les Caldoches du Nord se sont retrouvés structurellement solidaires du pouvoir politique kanak, qui a pris les rênes de la province en leur disant qu'il comptait sur eux pour développer le territoire. A Voh, Koné, Pouembout, Poindimié, mais aussi dans les parties broussardes de la province Sud (Bourail, La Foa), les Caldoches ont compris qu'il n'était plus envisageable de penser l'avenir sans les Kanak et qu'ils pouvaient se réunir dans le projet de construction d'un pays où chacun a sa place.

Un des symboles les plus forts de ce destin commun a été la réaction de ces communes de brousse quand Nouméa a brûlé. En brousse, le feu n'a pas pris, hormis des tensions sur des sites miniers. Des scènes de fraternisation interethnique ont eu lieu. Des Blancs sont allés en procession voir les indépendantistes sur les barrages avec des dons, des vivres, pour faire ce qu'on appelle un geste coutumier et leur rappeler qu'ils vivaient tous ensemble. Une façon de dire : « Nous, ici, on est déjà dans l'émancipation partagée. »

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [En Nouvelle-Calédonie, les difficultés en matière de pouvoir d'achat s'accroissent](#)

Lire plus tard

Elu député, Emmanuel Tjibaou [*président de l'Union calédonienne, il a rejoint le groupe communiste à l'Assemblée*] a reçu beaucoup de suffrages de Caldoches et d'Océaniens de Nouméa. Il incarne ce destin commun, affirmant sans détour l'impératif de la décolonisation, tout en rassurant sur le mode : « Je ne renoncerai jamais au rêve de souveraineté de nos pères, mais nous voulons avancer avec les autres. »

## **La définition d'une citoyenneté calédonienne est au cœur des discussions politiques qui ont repris avec l'Etat. Existe-t-elle déjà ?**

Elle existe déjà quand les gens travaillent ensemble, mobilisent leurs liens en commun. On la retrouve dans les syndicats, dans les mouvements contre les violences faites aux femmes – où des loyalistes et des indépendantistes disent qu'il faut en finir avec la domination patriarcale. Pour beaucoup, Babylone, c'est Nouméa, le reste, ça marche. Tout l'enjeu est que cette compréhension des liens arrive enfin à Nouméa, que les gens comprennent qu'ils ne pourront pas faire sans les Kanak.

Or, ce n'est pas le registre dominant du pouvoir politique loyaliste, qui a tendance à dire : « On n'a rien en commun, on ne se mélange pas. » [Le discours de Sonia Backès \[présidente de l'Assemblée de la province Sud\] le 14 juillet 2024](#) sur les « antagonismes indépassables » a provoqué une immense déflagration chez de nombreux non-Kanak qui croient au destin commun et savent bien que les Kanak n'ont pas l'intention de les chasser. Les logiques jusqu'au-boutistes risquent de mener le pays à la catastrophe dans une ambiance d'Algérie française.

« Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie » : un livre qui éclaire la complexité

Le raisonnement a pris du poids, après [l'insurrection du 13 mai 2024](#) en Nouvelle-Calédonie qui a débouché sur une violence protéiforme, destructrice, dans l'agglomération du Grand Nouméa. « *Puisque a priori les Kanak ne sont pas prêts à renoncer à l'indépendance, mieux vaut imaginer une forme de souveraineté qui puisse convenir à tous* », plaide Benoît Trépied dans *Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie* (Anacharsis, 288 pages, 20 euros).

Moins d'un an après la déflagration, dans cet essai qui a le mérite de la réactivité, l'auteur, anthropologue au CNRS et intellectuel engagé, se demande où en est le territoire français du Pacifique Sud, ce « *laboratoire exceptionnel de la décolonisation* » modelé par les grands accords politiques de Matignon (1988) et de Nouméa (1998).

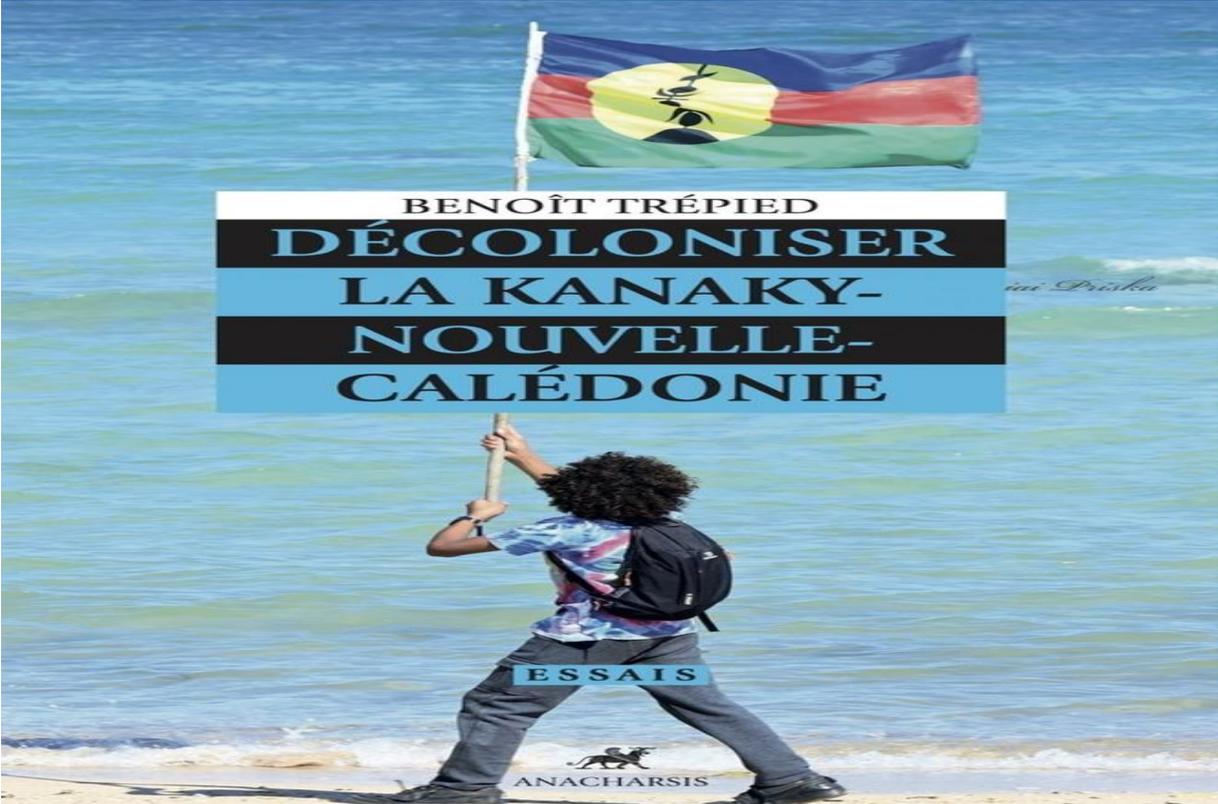
Souhaitant familiariser « *les Français de l'Hexagone* » au dossier, le livre en expose avec clarté l'équation complexe. D'abord, une émancipation économique restée au milieu du gué – les transferts financiers de la France sont passés de 30 % du produit intérieur brut calédonien, dans les années 1990, [à 16 % en 2023](#), mais le territoire n'a jamais paru aussi dépendant de Paris.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Benoît Trépied, anthropologue : « En Nouvelle-Calédonie, là où la présence kanak est incontournable, des liens de coexistence émergent »](#)

Lire plus tard

Une situation sociale toujours polarisée, ensuite, aux dépens des Kanak – le niveau de vie des 10 % les plus aisés est 7,1 fois plus élevé que celui des 10 % les plus pauvres, écart double de celui constaté dans l'Hexagone. Mais aussi d'authentiques « *valeurs calédoniennes* », qui rassemblent des citoyens prêts à suivre le « *destin commun* » visé par l'accord de Nouméa. Selon Benoît Trépied, dans la société calédonienne existent bien « *des forces convergentes pour définir une forme de recouvrement de souveraineté avec la France et inventer un modèle* ».

« **Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie** », de Benoît Trépied, Anacharsis, 288 pages, 20 euros.



BENOÎT TRÉPIÉD

**DÉCOLONISER  
LA KANAKY-  
NOUVELLE-  
CALÉDONIE**

*par Priska*

ESSAIS

  
ANACHARSIS



BENOÎT TRÉPIED

DÉCOLONISER

LA KANAKY-

NOUVELLE-

CALÉDONIE

*iii Priska*

ESSAIS



ANACHARSIS

« Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie », de Benoît Trépied, Anacharsis, 288 pages, 20 euros.